

C O N F I D E N T I E L

DE PARIS WIAG0697 14MAR91

A EXTOTT ADA IMMED

REF VOTRETEL ADA0062 04MAR

3-1-15
SN
ACTION
SUITE A DONNER

RECEIVED - REÇU

MAR 14 1991

ADA

---AFFECTATION DU PERSONNEL HOMOSEXUEL

A:L HOMOSEXUALITE NE CONSTITUE PAS UN DELIT EN FRANCE, LA
LEGISLATION TENDANT A EVITER TOUTE DISCRIMINATION EST CIT
UNIVERSELLE FINCIT ET S APPLIQUE A TOUS.

B:L HOMOSEXUALITE MASCULINE OU FEMININE NE CONSTITUE PAS UN
EMPECHEMENT A QUELQUE ACTIVITE QUE CE SOIT, CEPENDANT IL FAUT
BIEN ETRE CONSCIENT QUE CERTAINES FONCTIONS SONT PLUS EXPOSES
QUE D AUTRES ET QUE LA PRUDENCE S IMPOSE. IL EST EVIDENT QUE LE
COMPORTEMENT DES INTERESSES(EES) IMPORTE AU MOINS AUTANT QUE LA
FONCTION OCCUPEE.

C:LA LEGISLATION NOUS L AVONS DIT, INTERDIT TOUTE DISCRI-
MINATION MAIS NOUS NE POUVONS, PAR NOTRE SIMPLE VOLONTE NIER L
EXISTENCE DE CERTAINES DIFFICULTES MEME DANS LES FONCTIONS OU
L ON SAIT QUE L ON TROUVE OU BIEN ADMET PLUS FACILEMENT QU
AILLEURS DES HOMOSEXUELS(LES).

2.VOUS N AVEZ PAS ABORDE L ASPECT DES DIFFICULTES DES CIT
COUPLES FINCIT HOMOSEXUELS(LES) CAR COMMENT SERAIT RESOLU LE
PROBLEME ANNEXE DU OU DE LA PARTENAIRE. QUELLE QUALITE LUI
SERAIT RECONNUE OU QUEL STATUT LUI SERAIT ACCORDE QUANT AU

...2

A0052516_1-001351

PAGE DEUX WIAP0697 C O N F I D E N T I E L

PASSEPORT, ALLOCATIONS, LOGEMENT OU ASSURANCES? APRES CONSULTATION AVEC NOS COLLEGUES FRANCAIS: CEUX-CI N ACCORDERAIENT PAS PLUS QU AUJOURD HUI, NI CARTE SPECIALE, CONSULAIRE OU DIPLOMATIQUE A UNE PERSONNE MAJEURE DU MEME SEXE QUE LE(LA) FONCTIONNAIRE ENVOYE(E) EN MISSION. DANS L EVENTUALITE D UNE RECONNAISSANCE PLUS OU MOINS EXPLICITE PAR EXISTENCE DES COUPLES, IL EST EGALEMENT EVIDENT QUE NOUS NE POURRIONS NOUS PREVALOIR DE L ACCORD BILATERAL SUR LE TRAVAIL EN FRANCE DES MEMBRES DE LA FAMILLE DES FONCTIONNAIRES EN POSTE. TOUT AU PLUS, LES PERSONNES CONCERNEES POURRAIENT ESSAYER D OBTENIR UN TITRE DE SEJOUR DE CIT VISITEUR FINCI DES AUTORITES POLICIERES LOCALES MAIS SANS GARANTIE DE SUCCES NI INTERVENTION EN LEUR FAVEUR DU QUAI D ORSAY. PAR CONSEQUENT CES PERSONNES SE RETROUVERAIENT DANS L ILLEGALITE ET DEVRAIENT VIVRE ICI CLANDESTINEMENT.

CCC/233 141454Z WIAG0697

A0052516_2-001352